

ECONOMIE

Table des matières

I	Introduction	2
1	Quelques notions	2
1.1	Définitions	2
1.2	4 grands courants de la pensée économique	2
2	Les systèmes d'organisation économique	3
2.1	Le système capitaliste	3
2.2	Le système socialiste	3
II	L'entreprise et la production	4
3	Le circuit économique	4
3.1	Les agents économiques	4
3.2	Les flux économiques	4
3.3	La mondialisation des échanges	4
4	La production marchande et non marchande	5
4.1	Définitions	5
4.2	La mesure de la production	5
4.3	La limite des agrégats	6
5	Le travail	6
5.1	De quoi dépend la quantité de travail disponible?	6
5.2	Comment mesurer l'efficacité du travail?	6
6	Le capital	7
6.1	Définitions	7
6.2	L'investissement	7
6.3	Pourquoi investir?	8
6.4	La mesure de l'efficacité du capital	8
7	La combinaison des facteurs de production et le progrès technique	8
7.1	Le progrès technique	8
7.2	La combinaison des facteurs de production	8
III	La consommation et les ménages	9
8	Les déterminants de la consommation et de l'épargne	9
8.1	Des définitions	9
8.2	Le comportement du consommateur	9
8.3	Le comportement de l'épargnant	9

9	Les approches théoriques de la fonction de consommation	10
9.1	L'approche keynésienne	10
9.2	La théorie dite "effet de cliquet"	10
9.3	Remise en cause de la théorie keynésienne	10
10	Les transformations des modes de consommation	11
10.1	Les outils d'analyse	11
10.2	Evolutions de la structure de la consommation	11

Première partie

Introduction

1 Quelques notions

1.1 Définitions

- L'économie est la science qui étudie la **production**, **l'échange** et **la consommation** des biens et services par des agents économiques.
- L'économiste observe l'évolution de l'économie seulement : ne porte **pas de jugement** (ex : le tabac et l'INSEE)
- Production :
 - **Capital** (K) : on peut le transformer en moyen de production : les machines.
 - **Travail** (L) : (dimension humaine), mains d'œuvre : ouvriers, employés, cadres.
- Echange

1.2 4 grands courants de la pensée économique

1. **Les classiques** Ils développent l'économie politique à la fin du 18ème et au 19ème siècle. Ils voient le remplacement progressif de l'artisanat par une production industrielle.
Pour tous les classiques, l'économie de marché est le système le plus efficace pour accroître les richesses des individus et des nations. Ces auteurs pensent que l'économie de marché :
 - est régie par des lois semblables à celles du monde physique ;
 - assure l'efficacité de la production et la satisfaction maximale des besoins des individus.
 - ne doit pas être perturbée par l'intervention de l'état.

Les auteurs :

Adam Smith (1723-1790), son ouvrage essentiel, *recherche sur la nature et les causes de la richesses des nations*, date de 1776.

David Ricardo, auteur des *principes de l'économie et de l'impôt* (1817). Sa principale contribution est la théorie des avantages relatifs qui est le fondement de l'analyse libérale sur les échanges internationaux.

John Stuart Mill, auteur des *principes d'économie politique* (1848). Disciple de Ricardo.

2. **Les marxistes : Karl Marx (1818-1883)**

Contemporain du développement industriel, il s'attache à dénoncer la misère et l'oppression dont sont victimes les ouvriers. Il pense que le système capitaliste doit être aboli, pour arriver à un système communiste où l'homme ne serait plus exploité. Son œuvre principale, *le Capital* est une critique de l'économie politique.

3. **Les néoclassiques :**

Les origines du courant néoclassique sont datées de 1870 en référence à la publication de 3 ouvrages majeurs (Menger : principes d'économie politique : 1871 ; Théorie de l'économie politique : 1871 ; Elements d'économie pure : 1874). Les néoclassiques sont les fondateurs de la microéconomie.

Ils reprennent les idées essentielles des auteurs classiques (Economie de marché, libre concurrence et non intervention de l'état dans l'économie).

Ils s'intéressent à l'analyse de l'équilibre de l'offre et de la demande sur les marchés. Cette analyse part de l'hypothèse que le comportement des individus est rationnel et qu'ils cherchent à maximiser leur satisfaction.

4. **Les Keynésiens : John Maynard Keynes (1883-1946)**

Son ouvrage essentiel, *théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie* est publié en 1936 pendant la grande crise des années 30.

Il ne rejette pas l'économie de marché, mais il pense, à l'inverse des classiques et néoclassiques, que l'économie de marché, laissée à elle-même, ne permet pas d'assurer le plein emploi et que l'état doit intervenir pour réguler la demande globale.

Il est considéré comme le père de la macroéconomie.

Toutes les politiques économiques de l'après guerre se sont inspirés du keynésianisme.

Remarque : Le terme de libéralisme est utilisé dans un langage courant (par opposition à socialisme). Il regroupe les analyses classique et néoclassiques.

2 Les systèmes d'organisation économique

2.1 Le système capitaliste

1. Fondements juridiques

Droit de propriété (biens de production et de consommation)

Liberté économique :

- liberté d'entreprise
- liberté des échanges
- rôle fondamentale du marché : O/D → fixation des prix
- rôle de l'état : état gendarme (respect de la loi, maintien de l'ordre public et de la sécurité extérieure donc respect des règles de la concurrence : pas de monopôle)
- liberté et respect des contrats

2. Fondements idéologiques, scientifiques et techniques

Recherche du profit : moteur de l'activité économique, le gain d'argent est une motivation, un indicateur de bonne gestion.

Rationalité : rôle essentiel de l'innovation. Mais la recherche du profit amène des problèmes écologiques, sociaux, un antagonisme entre les capitalistes et les salariés.

2.2 Le système socialiste

1. Fondements idéologiques

Il faut :

- supprimer la propriété privée
- privilégier l'intérêt général et non le profit
- prévoir l'égalité entre les classes sociales

Bases du système : privilégier l'intérêt général.

NB : le socialisme est une étape vers le communisme

2. Fondements politiques

Rôle de l'état

3. Fondements juridiques

Propriété collective des moyens de productions

Propriété personnelle : revenus du travail, biens de consommation, épargne...

4. Fondements économiques : la planification

Elle est impérative. Elle **fixe les objectifs** (priorités de production, de consommation), les prix, les quantités à produire, les revenus...

Deuxième partie

L'entreprise et la production

3 Le circuit économique

3.1 Les agents économiques

Ce sont les acteurs de la vie économique. Ils sont répartis en secteurs institutionnels qui sont définis comme suit par la comptabilité nationale.

Par secteurs institutionnels :

1. **Sociétés non financières** : toutes les entreprises privées (sous forme de sociétés) et publiques ; elles produisent des biens et des services non financiers et les vendent sur un marché.
2. **Sociétés financières** : banques commerciales et compagnies d'assurances ; elles collectent les disponibilités financières et accordent les crédits, proposent (organisent et gèrent) la couverture de certains risques en contrepartie de versements volontaires
3. **Administrations publiques** : état, régions, départements, communes, sécurité sociale ; elles produisent des services non marchands pour la collectivité et effectuent des opérations de redistribution
4. **Institutions sans but lucratif au service des ménages** : Syndicats de salariés, et associations ; elles produisent des services non marchands destinés aux ménages
5. **Ménages** : Célibataires, familles, collectivité telles que les communautés religieuses, agriculteur et artisans, commerçants individuels ; Ils consomment, produisent des biens et services (cas des entreprises individuelles)
6. **Reste du monde** : Agents économiques non résidents (extérieur)

3.2 Les flux économiques

L'activité économique se traduit par des **mouvements (flux)** :

- de **biens** d'un agent à un autre : flux réels
- de **monnaie** : flux monétaires

La plupart des échanges donne lieu à une circulation de monnaie. On peut représenter schématiquement ces flux par quatre implications :

- Ménages → Travail → Entreprises (flux réel)
- Ménages → Dépense de consommation → Entreprises (flux monétaire)
- Entreprises → Biens produits → Ménages (flux réel)
- Entreprises → Répartition des revenus → Ménages (flux monétaire)

On retrouve sur cette représentation simplifiée de la réalité économique les trois fonctions essentielles : *Production, Répartition, Consommation.*

3.3 La mondialisation des échanges

Les économies se sont ouvertes sur l'extérieur, elles sont de plus en plus interdépendantes. Cette mondialisation s'est faite au niveau :

- **commercial** : 30% des ressources de la France proviennent de l'étranger et 30% de la production nationale est vendue à l'étranger
- **de la production** : les firmes multinationales organisent à l'échelle mondiale leur moyens de conceptions, de fabrication et de distribution
- **financier** : libre circulation des capitaux pour favoriser les échanges commerciaux et les délocalisations.

Toutes décisions envisagées dans un pays doit tenir compte des réactions du reste du monde. Il devient difficile d'envisager une politique économique nationale.

4 La production marchande et non marchande

4.1 Définitions

1. La production marchande :

C'est la production réalisée par les entreprises du secteur privé et les entreprises publiques ¹. La production marchande comprend presque tous les biens et une partie des services.

2. La production non marchande :

Elle se décompose en :

- **production pour usage final propre** ; elle regroupe les biens et services produits et conservés par les agents pour leur consommation finale ou leurs investissements (ex : salaire versé par un ménage à une aide ménagère)
- **autre production non marchande** ; elle regroupe les services fournis (à titre gratuit ou quasi-gratuit) par des APU ou les ISBLSM ²

Les services fournis par les ISBLSM progressent plus vite que ceux qui sont fournis par les APU. Globalement, le non marchand se développe, en valeur absolue et en nombre d'emplois. En 2003, les services non marchands représentaient un peu plus de 27% des emplois contre 22% vingt ans plus tôt.

3. La place des APU dans la production non marchande

Les APU regroupent :

- les **administrations centrales** (ministères...)
- les **administrations locales** (communes, départements, régions,...)
- les **administrations de Sécurité sociale**

Elle perçoivent des impôts et des cotisations sociales en contrepartie des services non marchands qu'elles fournissent. L'intervention des APU dans la sphère non marchande est indispensable : elle fournit des services collectifs qui ne sont pas pris en charge par le secteur privé (défense, police, justice) ; elle palie les insuffisances du marché afin de corriger les inégalités et de satisfaire les besoins vitaux de la population (santé, éducation, protection sociale).

4.2 La mesure de la production

1. La valeur ajoutée :

Il faut distinguer la valeur ajoutée brute de la valeur ajoutée nette par...

$$\text{Valeur ajoutée brute} = \text{valeur de la production} - \text{consommations intermédiaires}$$

Les consommations intermédiaires sont les biens et services achetés par les entreprises et destinés à être utilisés au cours du processus de production. La valeur ajoutée brute inclut l'amortissement des biens d'équipement que l'on appelle parfois "consommation de capital fixe". D'où :

$$\text{Valeur ajoutée nette} = \text{Valeur ajoutée brute} - \text{consommation de capital fixe}$$

2. Le PIB :

C'est l'indicateur le plus utilisé, y compris dans le grand public. Le produit intérieur brut (PIB) est la richesse créée au cours d'une année par les unités de production résidentes (DOM inclus pour la France). Le PIB se calcule comme suit :

$$\text{PIB} = \text{somme des valeurs ajoutées produites par les agents résidents}$$

3. Les autres agrégats :

Le PIB en PPA (en parité de pouvoir d'achat) est un PIB "corrige" pour tenir compte des différentiels d'inflation et des écarts de vie ou de genre de vie entre les pays. En France, par exemple, le PIB et le PIB/PPA sont assez proches (1747 milliards de dollars pour le PIB courant et 1438 milliards de dollars pour le PIB/PPA en 2003) mais la même année, en Chine, le PIB était de 1375 milliards de dollars alors que le PIB/PPA était de 5947 ; ce qui signifie que le

¹et certaines associations qui vendent des biens ou services à un prix supérieur à 50% du coût de production

²administration publique (APU), institution sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)

pouvoir d'achat d'un dollar était 4 fois plus élevé en Chine qu'en France. Le PIB/PPA est plus significatif pour faire des comparaisons entre les pays.

Le Produit national brut (PNB) n'est plus un agrégat officiel ? Cependant, on le calcule comme suit :

$$PNB = PIB + \text{revenus reçus du reste du monde} - \text{revenus versés au reste du monde}$$

4.3 La limite des agrégats

Ils ne prennent en compte que les activités qui font l'objet d'un échange. Exemple : le ménage fait à la maison par un membre de la famille n'est pas comptabilisé alors qu'il augmente le PIB s'il est fait par une employée rémunérée.

L'économie "souterraine" (principalement le travail au "noir") échappe à la comptabilité nationale.

Le PIB ne comptabilise pas comme une augmentation de la richesse les activités économiques qui dégradent l'environnement (pollution, bruit, déforestation...). Il ne mesure pas la qualité de vie. Pour obtenir des résultats plus réalistes, l'ONU utilise des indicateurs sociaux comme l'indicateur de développement humain (IDH) construit à partir de trois éléments : l'espérance de vie, le degré d'éducation, et l'accès aux ressources indispensables pour vivre décemment.

5 Le travail

5.1 De quoi dépend la quantité de travail disponible ?

1. De la démographie

La natalité détermine le nombre d'actifs à long terme. L'immigration permet de compenser l'insuffisance de main-d'œuvre nationale. Dans les années 60, elle a constitué une part importante de la population active. Elle a permis un développement économique important (les Trentes glorieuses). Un nouvel appel à l'immigration pourrait devenir nécessaire vers 2010 du fait du ralentissement de la natalité (creux démographique à partir de 2005).

2. De la population active

Elle est constituée des personnes titulaires d'emplois et des chômeurs. Ne font pas partie de la population active les étudiants, les retraités, les mères au foyer... Elle dépasse 26 millions de personnes aujourd'hui.

3. Du taux d'activité

On appelle **taux d'activité** le rapport : $\frac{\text{Personnes actives}}{\text{Population totale}}$

Ce taux a augmenté suite à l'activité féminine en forte croissance : au début du siècle, le taux d'activité féminin était de 37%, il était de 63.4% en 2003. L'allongement de la scolarité a eu l'effet inverse : les moins de 25 ans retardent de plus en plus leur entrée dans la vie active. La diminution de la durée de travail a contribué à son augmentation : depuis le début du siècle la durée de travail ne fait que baisser.

En 1900, on travaillait 52 semaines par an, 6 jours par semaine et 10 h par jour. En 2005, on travaille le plus souvent 35 heures par semaine, sous réserve des aménagements légaux. Pour réduire la durée de travail on peut allonger la scolarité, abaisser l'âge de la retraite, réduire le nombre de jours travaillés par an ou réduire le nombre d'heures travaillées par semaine.

Mais la population active a beaucoup changé (niveau qualitatif) :

- Développement des emplois dans les services
- Meilleures qualifications
- Précarisation du travail par le développement des contrats d'interim, des contrats à durée déterminée, des dispositifs contractuels d'insertion pour les jeunes. L'objectif est d'avoir une plus grande flexibilité dans la gestion de la main-d'œuvre.

5.2 Comment mesurer l'efficacité du travail ?

Un concept clé en économie : **la productivité**.

1. Calcul :

La **productivité** se mesure par le rapport : $\frac{\text{Production réalisée}}{\text{Moyens mis en oeuvre}}$

La **productivité du travail** se mesure par le rapport : $\frac{\text{Valeur de la production}}{\text{Quantité de travail}}$

Plus précisément, on mesure la productivité apparente du travail pendant une période déterminée par : $\frac{\text{Valeur ajoutée}}{\text{Nombre d'heures travaillées}}$

2. Enjeux :

Augmenter la productivité (gain de productivité) signifie créer plus de richesses avec une meilleure combinaison des facteurs de production. Pour augmenter la productivité du travail, soit on augmente la production en utilisant la même quantité de travail, soit on garde la même production tout en diminuant la quantité de travail.

3. Qui bénéficie des gains de productivité ?

Les bénéficiaires sont les salariés (augmentation des salaires, réduction du temps de travail, création d'emplois), les consommateurs (baisse des prix), les propriétaires du capital (augmentation des dividendes), les entreprises (augmentation de l'autofinancement).

4. Comment améliorer la productivité ?

En investissant dans des machines plus performantes (progrès techniques) ou bien en choisissant une organisation de travail performante (l'organisation du travail fordiste a permis un développement important des pays occidentaux de 1945 à 1970). Depuis, cette organisation du travail a montré ses limites. On peut aussi motiver et former des salariés pour augmenter la productivité : le progrès technique oblige les entreprises à avoir un personnel qualifié. Il faut que l'entreprise investisse dans le "capital humain". Une optimisation de la combinaison des facteurs de production permet aussi l'augmentation de la productivité.

6 Le capital

6.1 Définitions

La notion de capital peut avoir plusieurs sens.

1. Le capital financier :

Épargne transformée en actifs financiers (actions, parts...) servant d'autres à l'acquisition de bâtiments et de machines.

2. Le capital technique :

Constitué de tous les biens concourant à la production :

On distingue le **capital circulant** : biens qui sont transformés (matières premières) ou détruit au cours du processus de production et le **capital fixe** : biens utilisés dans plusieurs cycles de production (machines).

6.2 L'investissement

Opération par laquelle un agent consacre une partie de ses ressources à la création ou à la reconstitution du capital technique.

Pour qu'un **investissement** soit **rentable** il doit apporter plus qu'il ne coûte. L'investissement vient renouveler ou accroître le stock de capital. Il correspond à l'acquisition d'actifs réels destinés à être utilisés plus d'un an (immeubles, machines...). On distingue :

- **l'investissement matériel** qui se décompose en un **investissement de remplacement** (nécessaire pour renouveler le matériel usé ou dépassé par le progrès technique) et un **investissement de croissance** (ayant pour but d'augmenter la capacité de production).

Les **investissements de capacités** seront favorables à l'emploi alors que les investissements de productivité motivés par une recherche de baisse des coûts unitaires se traduisent par des suppressions d'emplois.

- **L'investissement immatériel** qui désigne les ressources consacrées à la recherche-développement, à l'acquisition de logiciels, de brevets et de licences... Difficile à évaluer, il occupe cependant une part croissante dans l'ensemble des investissements.

On appelle **investissement brut** l'**investissement totale** réalisé par l'entreprise. On écrit :

$$\text{investissement net} = \text{investissement brut} - \text{investissement de remplacement}$$

6.3 Pourquoi investir ?

Dans un environnement concurrentiel, investir devient une nécessité. Mais la décision d'investir est toujours une décision risquée car l'avenir est incertain.

Cette décision est déterminée par différents facteurs :

- les perspectives d'avenir (taux de croissance de l'économie nationale et internationale)
- les taux d'intérêts : lorsque les taux pour emprunter baissent, les chefs d'entreprises ont tendance à investir
- le profit : il reste l'objectif majeur de tout entrepreneur

6.4 La mesure de l'efficacité du capital

On peut mesurer la productivité apparente du capital par :

$$\frac{\text{Valeur ajoutée}}{\text{Capital fixe utilisé}}$$

L'analyse sur l'efficacité est complétée par le calcul de rentabilité :

$$\frac{\text{Résultat}}{\text{Capital}}$$

et par l'intensité capitalistique qui mesure le volume de capital utilisé par le travailleur. Une forte augmentation de ce ratio signifie un recours plus important au capital qu'au travail :

$$\frac{\text{Capital}}{\text{Travail}}$$

7 La combinaison des facteurs de production et le progrès technique

7.1 Le progrès technique

Issu de l'accumulation de connaissances scientifiques et techniques, le progrès technique se propage grâce aux innovations réalisées dans les entreprises.

L'innovation correspond à l'introduction d'un progrès technique dans l'activité économique et ne doit pas être confondue avec l'invention. On distingue l'innovation de produit (bien et service) et l'innovation de procédé (qui change les méthodes de fabrication).

La productivité est un indicateur de référence du progrès technique. La période de 1950 à 1973, riche en innovations a été caractérisée par une forte croissance économique. Aujourd'hui, pourtant, le rythme de la productivité s'est nettement ralenti alors que les nouvelles technologies se répandent rapidement (les économistes ont d'ailleurs beaucoup de difficultés à expliquer ce paradoxe de la productivité).

Le progrès technique a une incidence sur la répartition des facteurs de production et modifie ainsi la combinaison productive.

7.2 La combinaison des facteurs de production

1. Un problème technique : Quelle quantité de facteur employer ?

Il y a toujours plusieurs solutions techniques :

On peut soit employer plus de travail (nombreux travailleurs peu qualifiés) et moins de capital (équipement sommaire) soit employer peu de travail (un petit nombre de travailleurs très qualifiés) et beaucoup de capital (robots).

Les facteurs **Travail** et **Capital** peuvent, dans une certaine mesure, être remplacés l'un par l'autre ; ils sont substituables.

2. Un problème de coût : Quelle est la combinaison la moins coûteuse ?

On distingue les **coûts fixes** : montant indépendant du niveau de production (ex : un bâtiment) et les **coûts variables** : montant variant en fonction de la production (matières premières).

Le choix de la combinaison doit tenir compte du prix des différents facteurs. Entre plusieurs combinaisons possibles (substitution entre capital et travail), la combinaison optimale est celle qui est la plus efficace et la moins coûteuse.

Remarque : On constate, depuis la révolution industrielle, une tendance à la substitution du capital au travail.

Causes : Les machines sont de plus en plus performantes et nécessitent de moins en moins d'employés et le coût du travail a augmenté.

Troisième partie

La consommation et les ménages

8 Les déterminants de la consommation et de l'épargne

8.1 Des définitions

La consommation est

- **Finale** : par les ménages (satisfaction des besoins)
- **Intermédiaire** : par les entreprises (consommation à un certain stade de production)

Elle est aussi

- **Individuelle** : c'est l'usage d'un bien par un individu
- **collective** : par plusieurs personnes en même temps...

Elle peut se faire avec des **biens**

- **Non durable (Périssable)** : les biens sont détruit lors de leur première utilisation ex : aliments
- **Semi-Durable** : quelques semaines ou mois
- **Durable** : ils sont détruit au terme d'une utilisation prolongée ex : automobiles
- **Perpétuel** : ils ne sont jamais détruit

8.2 Le comportement du consommateur

1. Déterminants économiques (approche microéconomique)

Satisfaction des besoins individuels :

Par hypothèse, la théorie néoclassique admet que le consommateur est rationnel et cherche à maximiser la satisfaction procurée par la consommation pour un budget donné. La satisfaction dépend de l'utilité du bien, des caractéristiques de bien, du prix du bien : un comportement rationnel suppose que les agents achètent plus quand le prix diminue.

Mais la consommation n'est pas un acte économique. Certains de nos actes d'achat ne sont pas rationnels.

2. Déterminants sociologiques

La consommation permet à un individu de se situer socialement ? La consommation individuelle est fortement influencée par la société (la mode vestimentaire par exemple). Pour Baudrillard, lorsqu'on consomme, on veut paraître avoir une certaine position sociale. On parle d'une "consommation de signes" (avoir une grosse voiture pour se montrer). Pour Bourdieu, les gens à hauts revenus "imposent" leur modes de vie aux autres catégories, qui ne font que calquer leur consommation sur ces classes dominantes (tennis, golf, téléphone de voiture...)

8.3 Le comportement de l'épargnant

1. Les formes de l'épargne

Financière : épargne liquide (billet, pièces, comptes-chèques), placements financier (actions, obligations...)

Non financière : investissement immobilier.

L'épargne peut être soit conservé par les ménages dans un "bas de laine" ⇒ thésaurisation (elle ne rapporte pas d'intérêt), soit placé afin d'en retirer un revenu.

2. Pourquoi épargner ?

Les ménages sont incités à épargner.

Les raisons sont :

- la prudence : se prémunir des risques contre le chômage ou la maladie
- la constitution d'un patrimoine

- la nécessité de liquidité
- l'envie d'un placement
- la speculation : acquisition de valeurs immobilières (actions) pour les revendre à la hausse en obtenant une plus-value (bénéfice).

Actuellement, les Français ont tendance à épargner en raison de la situation économique peu favorable (chômage important). Le gouvernement prend des mesures pour rendre l'épargne moins attractive (baisse du taux du livret A) et relancer la consommation.

9 Les approches théoriques de la fonction de consommation

9.1 L'approche keynésienne

La consommation est essentiellement fonction du revenu global.

Alors que, pour les néoclassiques, le partage du revenu entre consommation et épargne est lié principalement au niveau des taux d'intérêt, pour Keynes, le niveau de consommation est essentiellement fonction du revenu.

Le raisonnement keynésien est le suivant : lorsque le revenu augmente les possibilités d'épargne s'accroissent et la "propension à consommer" définie comme la fraction consommée du revenu, va diminuer par suite d'une relative saturation, la part de l'épargne dans le revenu va donc augmenter.

Les outils d'analyse :

$$\text{Propension moyenne à consommer} = PMC = \frac{\text{Consommation}}{\text{Revenu}} = \frac{C}{R}$$

$$\text{Propension marginale à consommer} = PMC = \frac{\text{Variation de la consommation}}{\text{Variation du revenu}}$$

Dans son analyse l'épargne (S) est considérée comme un solde :

$$S = R - C$$

On peut ainsi calculer une :

$$\text{Propension moyenne à épargner} = \frac{S}{R}$$

$$\text{Propension marginale à épargner} = \frac{\Delta S}{\Delta R}$$

Les études sur le court terme vérifient l'hypothèse de Keynes : les "ménages les plus riches ont proportionnellement une épargne plus importante que les ménages les plus pauvres".

Sur le long terme une relation stable entre revenu et consommation est mise en évidence, mais la propension moyenne et marginale à consommer s'égalise. Une augmentation de revenu n'entraîne pas une baisse de la part de la consommation.

9.2 La théorie dite "effet de cliquet"

Certains économistes³ pensent que lorsque le revenu baisse, le particulier tend à maintenir son niveau de consommation antérieur, en accroissant sa propension à consommer et en réduisant son épargne. Pour Brown, il existe une inertie à la baisse de la consommation. En France, on a constaté ce phénomène au début des années 1990.

9.3 Remise en cause de la théorie keynésienne

Un autre économiste⁴ estime que l'individu prend en compte l'ensemble de ses revenus présent et futurs (théorie du revenu permanent) ; il a une mémoire et anticipe ses gains.

Il prend ses décisions d'épargne en tenant compte de deux éléments : son revenu actuels et son revenu futur. Sa propension à consommer n'est donc pas proportionnelle à son revenu actuel.

³notamment T.M. Brown

⁴Milton Friedman

10 Les transformations des modes de consommation

10.1 Les outils d'analyse

1. La demande évolue en fonction du revenu

Le revenu des ménages a progressé. Or, lorsque le revenu augmente, la structure des dépenses se modifie. Le statisticien allemand **Engel** a démontré que **lorsque le revenu augmente** :

- la part des dépenses alimentaires diminue
- la part des dépenses de logement et d'habillement reste à peu près stable
- la part des dépenses de santé, loisirs et culture augmente

2. La demande évolue en fonction du prix

La quantité demandée d'un bien varie en sens inverse de son prix

La demande d'un bien réagit plus ou moins à une variation du prix de ce bien : on parle d'élasticité de la demande par rapport au prix

Des produits, qui ont vu leur prix baisser, ont donc été demandés en plus grande quantité. Par exemple, les biens industriels dont le coût a diminué, grâce au progrès technique et à la production de masse, sont plus largement diffusés.

Le calcul de l'élasticité-prix $E_{(p)}$ mesure la sensibilité de la demande par rapport au prix :

$$E_{(p)} = \frac{\Delta D/D}{\Delta P/P}$$

Une demande est **élastique** (sensible) au prix lorsqu'une légère baisse des prix induit une forte hausse de la demande (produit de luxe, voyage...)

Elle est **inélastique** (rigide) lorsqu'une baisse des prix a peu de conséquences sur l'évolution de la demande (biens de consommation courantes).

10.2 Evolutions de la structure de la consommation

Globalement, la consommation (et donc le niveau de vie) a augmenté.

Même si la consommation individuelle reste de loin la plus importante, la consommation collective s'est développée (santé, éducation...). La consommation individuelle des ménages représente environ 55% du PIB. La part de certaines dépenses dans le budget des ménages (coefficient budgétaire) s'est fortement réduite (alimentation, habillement), tandis que la part d'autres dépenses s'est fortement accrue (logement, transport, santé et hygiène, culture).

Coefficient budgétaire :

$$= \frac{\text{Dépense consacrée à un bien ou à un poste}}{\text{Dépense totale du ménage}}$$

Le taux d'équipement des ménages en biens durables (réfrigérateurs, télévision, voitures, machines à laver) a progressé.

Certains biens (coca, tv...) sont achetés par tous, d'une façon uniforme : c'est la consommation de masse.